



Conseil

Distr. limitée
21 juillet 2014
Français
Original : anglais

Vingtième session
Kingston (Jamaïque)
14-25 juillet 2014

Projet de décision du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins concernant le rapport de synthèse du Président de la Commission juridique et technique

Présenté par le Brésil sur la base des commentaires et des contributions des membres du Conseil

Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins

1. *Prend note avec appréciation* du rapport de synthèse du Président de la Commission juridique et technique sur les travaux de la Commission à sa dix-huitième session¹;
2. *Prie* la Commission de présenter au Conseil, à sa session de 2015, de toute urgence et à titre prioritaire, un projet de procédures et critères pour les demandes de prorogation des contrats d'exploration, conformément aux dispositions de la section 3.2 des clauses standard figurant dans l'annexe 4 du Règlement, à appliquer de façon uniforme et non discriminatoire à toutes les demandes de prorogation; ces procédures et critères devraient être disponibles avant la session de 2015;
3. *Demande* à la Commission de poursuivre, à titre prioritaire, ses travaux sur le règlement de l'exploitation et de mettre à la disposition de tous les membres de l'Autorité et de toutes les parties prenantes un projet de cadre de réglementation le plus tôt possible après sa réunion de février 2015;
4. *Prie* la Commission d'examiner, selon qu'il conviendra, le rapport des Pays-Bas sur les plans de gestion de l'environnement et les études d'impact environnemental dans le cadre réglementaire de l'exploitation des ressources minérales dans la Zone, dans le contexte de ses travaux sur l'élaboration d'un projet de règlement relatif à l'exploitation dans la zone²;

¹ ISBA/20/C/20.

² ISBA/20/C/13.



5. *Appelle l'attention* des entités contractantes sur les questions soulevées et les recommandations faites par la Commission concernant leurs rapports annuels³;

6. *Prie* la Commission de voir comment faire en sorte que les possibilités de formation prennent véritablement en considération les intérêts et besoins des États en développement, en particulier ceux des pays sans littoral ou géographiquement désavantagés, conformément à l'article 148 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en tenant compte des recommandations concernant les programmes de formation au titre des plans de travail relatifs à l'exploration formulées à l'intention des contractants et des États qui les patronnent⁴;

7. *Prie* la Commission de continuer à travailler sur les questions relatives au parrainage par les États de contrats d'exploration dans la zone, en accordant une attention particulière à un critère du contrôle effectif et aux questions liées à la monopolisation des activités menées dans la zone, compte tenu, notamment, du concept d'abus de position dominante;

8. *Prie* la Commission de préparer un projet de procédures pour le traitement des données et informations confidentielles, conformément aux dispositions de l'article 12 du Règlement intérieur de la Commission⁵, à soumettre au Conseil pour examen et approbation au plus tard à sa session de 2016;

9. *Encourage* le secrétariat et la Commission à poursuivre leurs travaux jusqu'à 2015 et au-delà, sur la mise en œuvre du plan de gestion de l'environnement pour la zone de Clarion-Clipperton et *invite* la Commission à envisager d'élaborer des plans de gestion de l'environnement dans d'autres zones internationales de fonds marins, en particulier là où existent déjà des contrats d'exploration, conformément à la suggestion de l'Assemblée générale des Nations Unies, au paragraphe 51 de la résolution 68/70;

10. *Encourage* toutes les entités contractantes à rendre leurs données environnementales publiques et facilement accessibles;

11. *Demande* à la Commission de continuer à examiner des solutions pour accroître la transparence et le dialogue concernant le déroulement de ses travaux, en particulier sur des questions présentant un intérêt général pour les États membres et les autres parties prenantes de l'Autorité;

12. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le temps et les ressources nécessaires continuent d'être alloués à l'appui des travaux de la Commission, en particulier dans les domaines prioritaires.

³ Ibid., annexe I.

⁴ ISBA/19/LTC/14.

⁵ ISBA/6/C/9.